



PRÉFET DU BAS-RHIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT DEROGATION AUX DISPOSITIONS
DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION
(PERSONNES HANDICAPEES)**

Le PREFET de la REGION ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE – LORRAINE
PREFET de la ZONE DE DEFENSE et de SECURITE EST
PREFET du BAS-RHIN

- VU Les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R.111-18 à R.111-19-30 ;
- VU L'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des art. R 111-19 à R 111-19-10 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- VU L'arrêté préfectoral du 04 décembre 2014 relatif aux compétences et au fonctionnement de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- VU L'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin ;
- VU La demande de dérogation aux dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 susvisé présentée par Madame Felicia WERNERT BENDEA – 22 rue des Rossignols 67450 MUNDOLSHEIM relative au projet de mise aux normes accessibilité d'une laverie automatique sise 5 rue du Sel 67500 HAGUENAU ;
- VU L'avis de la Sous Commission Départementale d'Accessibilité aux personnes handicapées siégeant en date du 12 mai 2016;

CONSIDERANT la contrainte technique liée à la présence de 3 marches au droit de l'entrée de l'établissement ;

CONSIDERANT l'impossibilité technique de créer une rampe conforme sur le domaine public

A R R E T E :

ARTICLE 1er En application des dispositions de l'article R 111-19-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, dérogation aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014 susvisé est ACCORDEE

ARTICLE 2

Le Directeur Départemental des Territoires ;
Le Maire de la Commune de Haguenau ;
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté,
qui sera notifié à Madame Felicia WERNERT BENDEA – 22 rue des Rossignols
67450 MUNDOLSHEIM

FAIT à STRASBOURG, le 18 mai 2016

Le PREFET du BAS RHIN
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef du Service Logement-Construction Durable et
Rénovation Urbaine



Brigitte OFFNER

Délai et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce recours contentieux peut être précédé d'un recours gracieux auprès du préfet du Bas-Rhin dans les mêmes délais que ceux énoncés ci-avant. Dans ce cas le rejet de ce recours gracieux peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter :

- de la réception du rejet express intervenu dans le délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux ;
- ou de la naissance du rejet tacite né du silence gardé par l'administration au terme du délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux.